



et **Comité des Femmes Djiboutiennes
contre les Viols et l'Impunité (COFEDVI).**

femmes.solidaires@wanadoo.fr

djiboutiennes-contrelimpunite@hotmail.fr

COMMUNIQUE

Contre les viols par l'armée djiboutienne et l'impunité

Grève de la faim de 10 femmes Djiboutiennes

Dix femmes de Djibouti, résidant en France et en Belgique entament une grève de la faim le 25 mars 2016, pour dénoncer les viols des Femmes Afar par des soldats djiboutiens qui continuent dans l'impunité totale depuis septembre 1993, dans le Nord et le Sud-Ouest du pays.

Elles entendent protester contre ces violences et briser le mur de silence érigé autour des viols. Ces crimes se déroulent à quelques encablures des bases militaires française, américaine, nipponne et chinoise.

A Djibouti comme dans d'autres régions d'Afrique et du monde, le viol est utilisé comme une arme de guerre, visant à détruire l'identité des communautés. L'impunité érigée en système en République de Djibouti rend impossible toute reconstruction pour ces femmes.

Depuis le début de la guerre civile en 1991, des centaines de femmes Afars ont été violées par l'armée gouvernementale à Djibouti. Ces femmes gardent pour beaucoup d'entre elles des séquelles physiques. Elles sont toutes marquées à vie dans leur corps, leur dignité, leur conscience.

Malgré la répression et la honte qu'elles éprouvent, certaines victimes ont eu le courage de porter plainte. Aucune plainte n'a pu aboutir jusqu'à ce jour.

L'actuel Chef de l'Etat, Ismael Omar Guelleh, qui s'apprête à briguer un 4ème mandat, commanditaire des pires massacres à Djibouti (Arhiba, Yoboki, Barislé, Bulduko) a une responsabilité toute particulière dans les viols et l'impunité des soldats violeurs.

Cette grève de faim se déroule dans un contexte préélectoral, très tendu, avec une terrible répression et de nombreux accrochages entre le FRUD et l'armée : deux

personnes sont décédées sous la torture des gendarmes en février 2016 (arrestations, tortures, exécutions extra-judiciaires, et toujours les viols des femmes).

L'Association Femmes Solidaires et le Comité des Femmes Djiboutiennes contre les Viols et l'Impunité lancent un appel à la communauté internationale pour qu'elle condamne les viols des femmes djiboutiennes et l'impunité de ces crimes.

Nous exigeons :

- *La reconnaissance de ces viols comme crimes de guerre*
- *L'ouverture d'une enquête internationale sur toutes les exactions commises à l'encontre des femmes en République de Djibouti*
- *Le jugement des soldats coupables des viols*
- *Le respect des conventions régionales et internationales ratifié par Djibouti dont la CEDAW*

Contact presse : 01 40 01 90 90

Paris, le lundi 21 mars 2016

06 78 06 23 68

Contact presse en Belgique : 07 53 62 62 99